

COMMUNE DE SAUVETERRE DE GUYENNE ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DU PAYSAGE



Document de travail



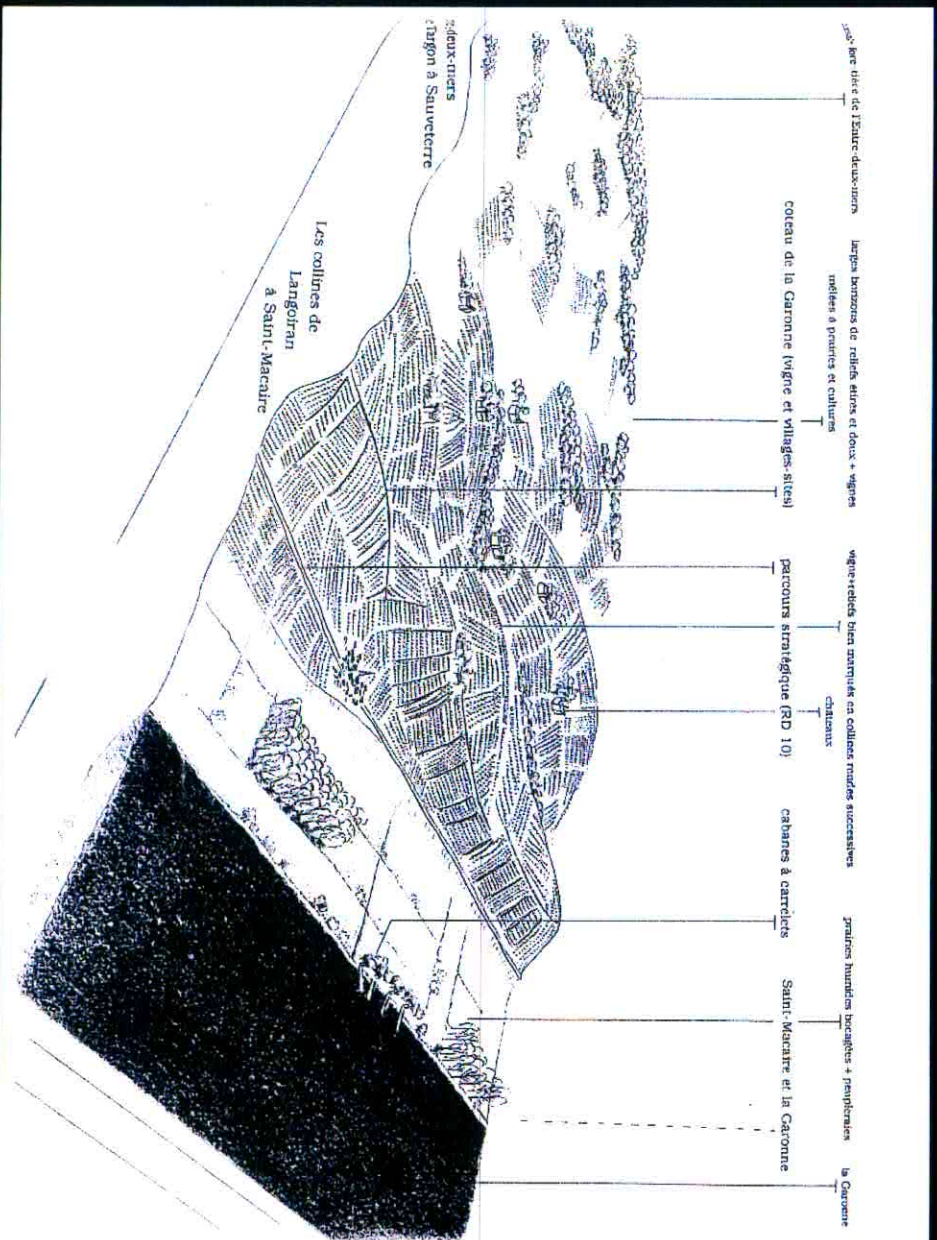
Metropolis, atelier d'urbanisme / CHARLOT, paysagiste / GLOBAL, environnement / ATIS Conseil, économie

PAYSAGE

Approche physique du territoire

Bloc diagramme

Atlas des paysages de la Gironde : L'Entre-deux-mers de Sauveterre



Source: www2.urbanisme.equipement.gouv.fr

- reliefs adoucis de l'Entre-deux-mers
- large ampleur au paysage
- vues sont très ouvertes,
- paysage est très lisible grâce à une occupation du sol équilibrée :
 - buttes couronnées de boisements de pins et de chênes,
 - pentes cultivées en vigne
 - fonds des vallons en pâtures.

Quelques enjeux de paysage :

Enjeux de préservation :

- l'urbanisme bastidaire de Sauveterre
- les bords de route enherbés, qui accentuent l'effet de campagne-parc

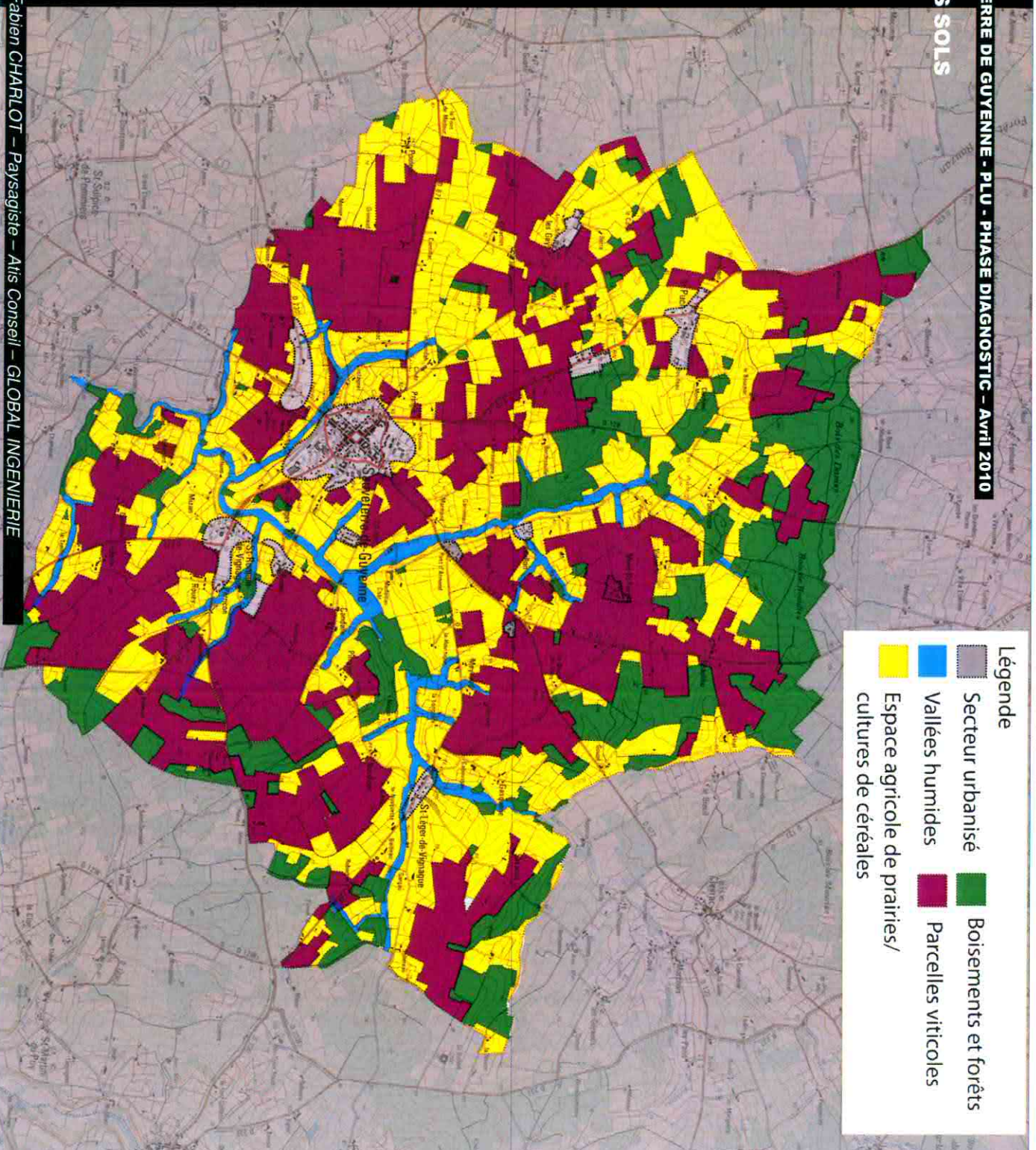
Enjeux de valorisation :

- les points de vue depuis Gornac
- les buttes et les moulins

Enjeux de réhabilitation :

- l'urbanisme éclaté des bourgs

OCCUPATION DES SOLS

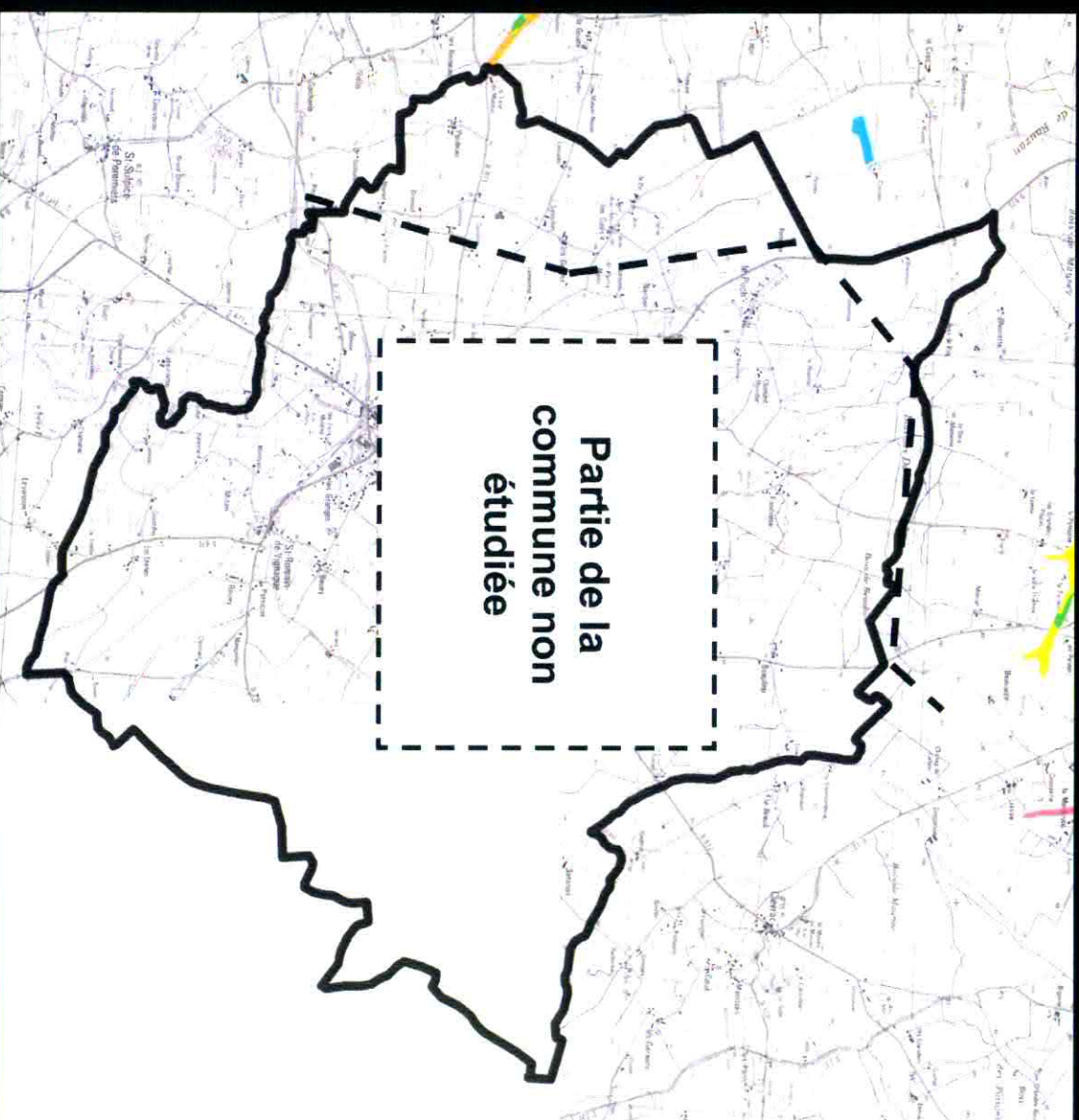


Les zones humides et remblais dans le lit majeur des cours d'eau :

Le Code de l'Environnement réglemente l'assèchement, la mise en eau, l'imperméabilisation des zones humides ou de marais d'une surface supérieure à 1 000 m² et dans le lit majeur d'un cours d'eau les installations, les ouvrages, les remblais qui soustraient des surfaces égales ou supérieures à 400 m².

Des effets cumulatifs de surfaces inférieures à celles signalées ci-dessus peuvent avoir des répercussions très négatives vis à vis de l'environnement. Pour corriger bénéfiquement ces conséquences néfastes et préserver notamment les zones humides remarquables et les zones d'extension des crues, il conviendrait d'interdire tous remblais même inférieur à 400 m².

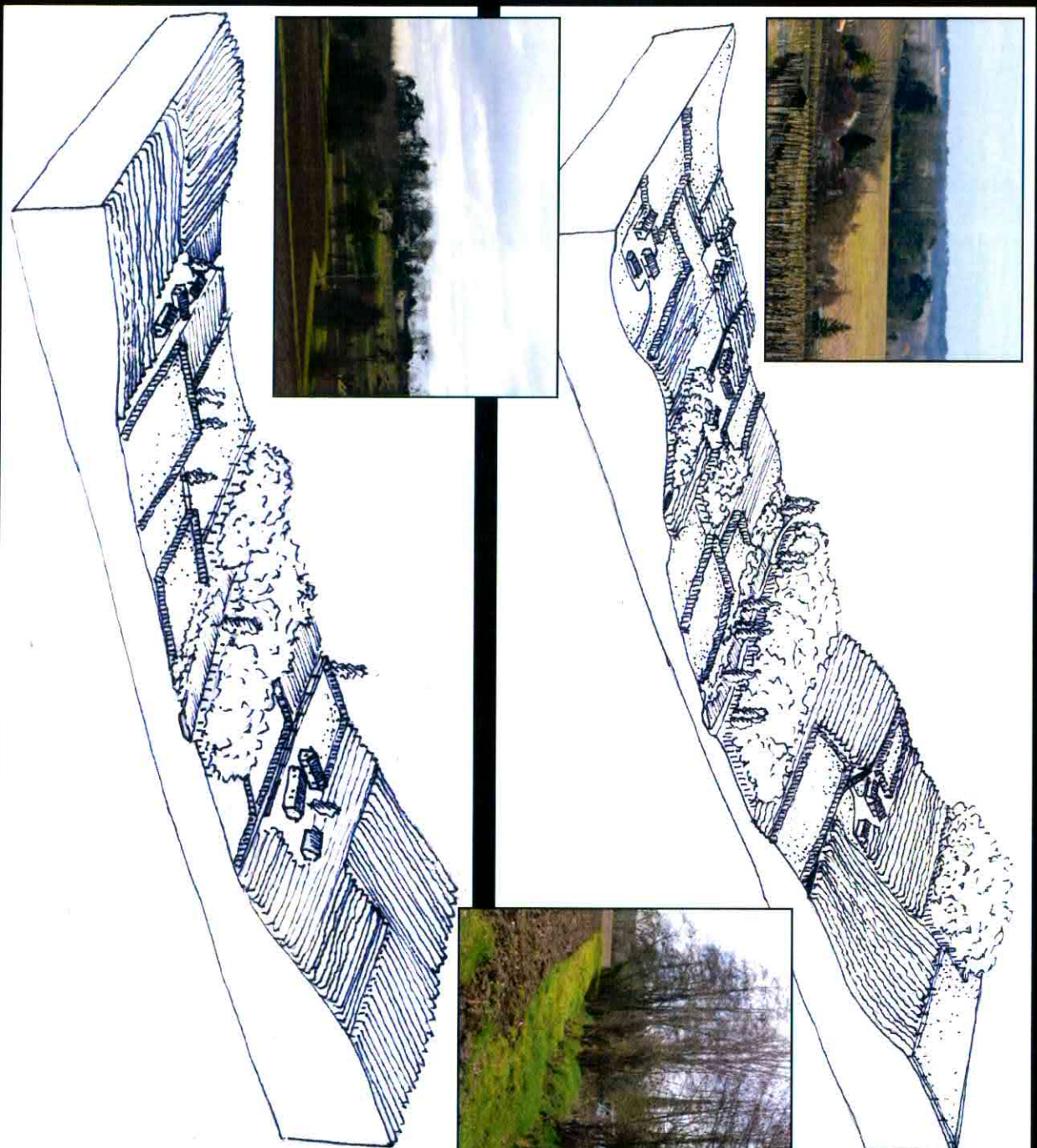
■	Plans d'eau (étangs, gravières...)
■	Marais, roselières, tourbières, mégaphorbiaies...
■	Prairies humides
■	Boisements humides
■	Mosaïque de petites zones humides de moins de 1ha
■	Plantations d'arbres en zone humide
■	Zones humides cultivées
■	Zones humides urbanisées



LA PLACE DE L'AGRICULTURE

- 67 exploitations agricoles pour 2 500 Ha environ cultivés pour 3 175 Ha de surface communale
- Évolution agricole négative (commune à de multiples territoires ruraux) :
 - Chute importante (division par 2) du nombre d'exploitations (138 en 1979, 100 en 1988, 74 en 2000, à préciser aujourd'hui)
 - Chute du nombre d'exploitants et d'agriculteurs
 - Chute importante des cheptels bovins (divisé par 3), ovins, et de volailles (divisé par 6) entre 1978 et 2000
 - Par voie de conséquence, chute des surfaces dédiées aux cultures fourragères (764 Ha en 1979, 411 Ha en 1988, 300 Ha en 2000, à préciser aujourd'hui)
 - En parallèle, réduction sensibles des terres labourées et des cultures céréalières
 - Augmentation sensible des surfaces viticoles (1054 Ha en 1979, 1346 Ha en 1988, 1 795 Ha en 2000, à préciser aujourd'hui)
 - 1526 Ha de vignes cultivées
- Spécialisation des surfaces agricoles vers la vigne, et mutation d'un paysage qui tend à devenir mono orienté.
 - Réduction des surfaces herbeuses, disparition de haies, et d'une certaine mosaïque paysagère propre à l'Entre Deux Mers.
 - Évolution vers des paysages plus ouvert et horizons viticoles plus dégagés
 - Évolution vers des exploitations moins tournées vers la polyculture (élevage, viticulture, cultures céréalières, maraîchage...) que l'on retrouvait traditionnellement dans l'Entre Deux Mers, vers une activité plus mono spécifique
 - Nécessité de prévoir les évolutions agricoles, et les activités connexes à l'agriculture de demain (production énergétique, tourisme vert, vente directe....)

EVOLUTION PAYSAGERE



Terroirs agricoles de polyculture :

- Trame bocagère encore visible
- Morcellement des cultures (vergers, céréales, vignes....)
- Prairies à proximité du réseau hydrographique

Terroirs agricoles contemporains :

- Trame bocagère encore visible en fond de vallons
- tendance à l'enfrichement et à la fermeture de certains paysages de vallée
- Vignes dominant les coteaux et les plateaux drainés

Bâtiments agricoles : règle de réciprocité

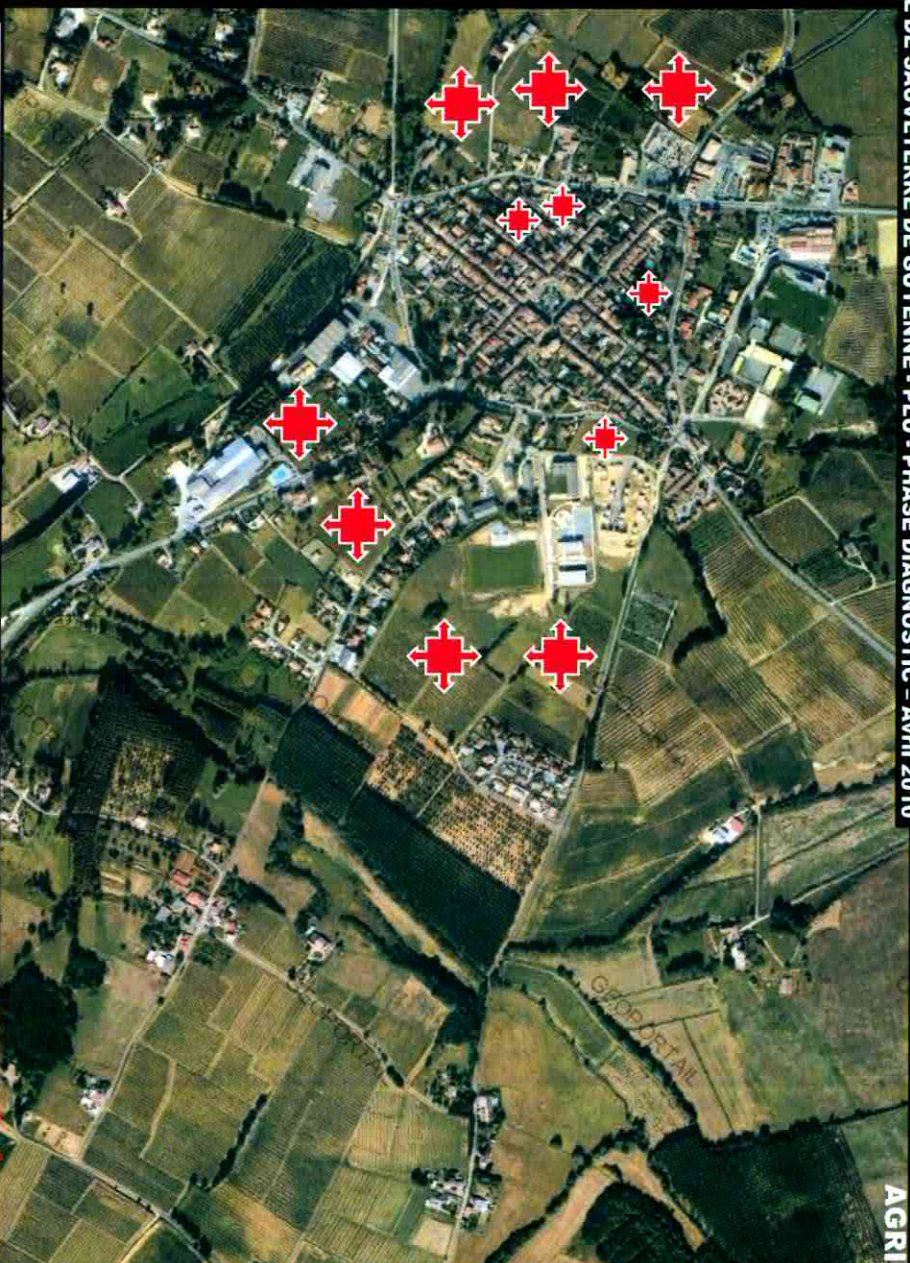
En application de l'article L. 111 -3 du Code Rural, « lorsque des dispositions législatives ou réglementaires soumettent à des conditions de distance l'implantation ou l'extension de bâtiments agricole vis-à-vis des habitations et immeubles habituellement occupés par des tiers, la même exigence d'éloignement doit être imposée à ces derniers à toute nouvelle construction et à tout changement de destination précités à usage non agricole nécessitant un permis de construire, à l'exception des extensions de constructions existantes.



Le décret n°2003-685 du 24 juillet 2003 (codifié à l'article D.722-4 du Code Rural)

Décret relatif au **caractère agricole des activités d'accueil touristique situées sur l'exploitation agricole** précise les conditions particulières d'accueil touristique pouvant être développées sur les exploitations agricoles.

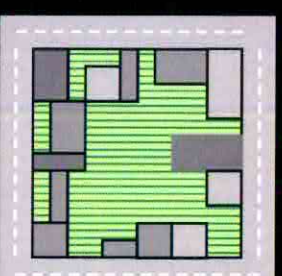
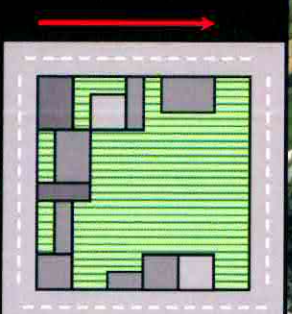
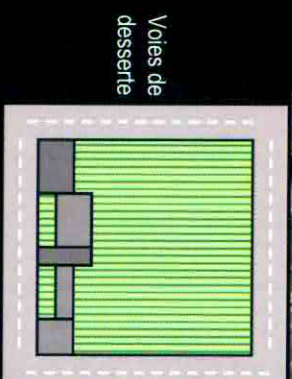
- accueil touristique (chambre, camping...)
- vente directe à la propriété
- production énergétique



Repérage des processus de fermeture des îlots agricoles ou urbanisés



Processus de fermeture des îlots agricoles





Les boisements - données DDAF :

- remembrement (achevé en 1967) sur un périmètre communal de 894 hectares.
- Superficie boisée : 309 hectares, représentant un taux de boisement d'environ 10 %.

« Considérant le faible taux de boisement sur la commune, il conviendra que la collectivité mette en place des mesures de préservation des boisements ».



Rapport des équipements publics / des pavillons, et du terroir viticole : secteur à l'est du bourg

Quelle(s) limite(s) et quelle(s) lisière(s) vers les nouveaux cœurs d'îlots (Les Granges) ?

